

The Agreement was
previously published as
Miscellaneous No. 4
(1978), Cmnd. 7116.

SHIPPING



Treaty Series No. 74 (1981)

Agreement

between the European Commission of the
Danube and the Governments of the
French Republic, the Italian Republic,
the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland and the
Hellenic Republic

(with Declaration and Agreement with the Government of
the Socialist Republic of Romania)

Rome, 23 April 1977

[The Agreements entered into force on 4 February 1981]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
October 1981*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.90 net

Cmnd. 8384

ACCORD
ENTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE ET LES
GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DE
LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET DE
LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE

La Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ces trois gouvernements concluant simultanément avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie l'accord dont le texte est ci-annexé, et le Gouvernement de la République Hellénique,

considérant qu'il y a lieu de régler les questions en suspens avec le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie,

considérant qu'il convient de transférer à la Commission Européenne du Danube 113 kilogrammes 654 grammes d'or fin qui se trouvent actuellement déposés à la Banca d'Italia au nom du Trésor italien,

considérant qu'il y a lieu de procéder, après déduction de la quantité d'or fin remise au Gouvernement roumain, à la répartition, entre les Gouvernements français, italien et britannique, des avoirs de la Commission Européenne du Danube, déposés à la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, à la Banque de France à Paris et à la Barclay's Bank à Londres ainsi que de l'or actuellement déposé auprès de la Banca d'Italia,

considérant qu'il importe que les Gouvernements français, italien et britannique donnent des garanties adéquates au Gouvernement hellénique, qui ne participe pas à cette répartition, quant aux prétentions qui pourraient éventuellement être émises contre lui en sa qualité d'ancien membre de la Commission Européenne du Danube,

sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1er

La Commission Européenne du Danube donne son accord pour que les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord règlent, conformément aux dispositions de l'accord dont le texte est ci-annexé (annexe B), les rapports entre la Commission Européenne du Danube et le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie pour ce qui concerne les pensions des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube et en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la mise à la disposition des dits gouvernements des avoirs en or détenus par la Commission Européenne du Danube chez la Banque des Règlements Internationaux à Bâle: quatorze

kilogrammes cinq cent seize grammes (14,516 kg.) d'or fin, chez la Banque de France à Paris: vingt trois kilogrammes quatre cent neuf grammes neuf décigrammes, (23,4099 kg) d'or fin, les bons du Trésor britanniques déposés chez la Barclay's bank de Londres pour le montant-valeur d'achat de huit mille quatre cent soixante quinze livres sterling soixante huit pence (£8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui se trouve en Italie et dont il est traité à l'article suivant.

ARTICLE 2

Pour ce qui le concerne, le Gouvernement de la République Italienne transfère à la Commission Européenne du Danube, qui en aura la libre disposition, la propriété de cent treize kilogrammes six cent cinquante quatre grammes (113,654 kg.) d'or fin qui se trouvent actuellement déposés chez la Banca d'Italia au nom du Trésor italien et que l'ancienne Direction du Danube Maritime avait, à l'origine, déposés en son nom chez la Banca Commerciale Italiana de Milan.

La Commission Européenne du Danube verse au Gouvernement de la République Italienne la somme correspondant aux frais légaux et de garde dont le montant s'élève à cinq millions cent vingt trois mille huit cent quatre vingt treize liras (5.123.893 liras).

ARTICLE 3

Déduction faite de ce qui fait l'objet de l'accord dont le texte est ci-annexé et éventuellement des autres dettes de la Commission Européenne du Danube, l'or et les titres visés aux articles 1 et 2, ainsi que les autres avoirs qui pourraient encore exister sont la propriété de la Commission Européenne du Danube.

ARTICLE 4

Le Gouvernement de la République Hellénique, n'étant pas créancier de la Commission Européenne du Danube, déclare n'avoir aucune prétention vis-à-vis de celle-ci et des Gouvernements des trois autres pays membres.

Ceux-ci accordent une garantie au Gouvernement de la République Hellénique selon les termes et les conditions fixés dans la déclaration annexée au présent accord (Annexe A).

Cette garantie ne pourra pas, en tous cas, s'étendre au-delà de l'actif qui sera partagé entre les trois gouvernements créanciers de la Commission Européenne du Danube et sera proportionnelle aux quotesparts de chacun d'eux.

ARTICLE 5

Chaque gouvernement signataire devra faire connaître par écrit au Ministère italien des Affaires Etrangères à Rome que la procédure constitutionnelle requise dans chaque pays pour la mise en vigueur du présent accord a été régulièrement accomplie.

Lorsque l'ensemble des notifications nécessaires pour l'application du présent accord ainsi que de l'accord entre le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie et le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Italienne, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont le texte est ci-annexé auront été accomplis, les deux accords entreront simultanément en vigueur et le Gouvernement italien informera chaque gouvernement signataire de la date d'entrée en vigueur.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en cinq exemplaires en langue française un pour chaque signataire.

[Here follow the signatures on behalf of:

The European Commission of the Danube

The Government of the French Republic

The Government of the Italian Republic

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

The Government of the Hellenic Republic]

ANNEXE A

DÉCLARATION

Le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de la République Hellénique, le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent ce qui suit:

- 1°)—En leur qualité de membres de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique n'ont aucune réclamation à formuler à l'égard du Gouvernement de la République Hellénique. Celui-ci, en sa qualité de membre de la Commission Européenne du Danube, n'a aucune réclamation à formuler à l'égard des trois autres Gouvernements.
- 2°)—Toutefois, si, à la suite d'une éventuelle dissolution de la Commission Européenne du Danube, le Gouvernement de la République Hellénique était appelé par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement Hellénique était membre de la Commission Européenne du Danube, les Gouvernements français, italien et britannique effectueront au Gouvernement hellénique des remboursements des sommes payées au Gouvernement roumain, ou à des ressortissants roumains, ou à d'anciens employés de la Commission Européenne du Danube, ou à leurs ayants-droit, en proportion et dans les limites des actifs que les Gouvernements français, italien et britannique auront reçus de la Commission Européenne du Danube.

3°)—Dans la même proportion et dans les mêmes limites, tous les frais de jugement soutenus par le Gouvernement hellénique, en raison des décisions judiciaires éventuelles susmentionnées, seront remboursés par les trois autres Gouvernements.

4°)—Les Gouvernements français, italien et britannique renoncent à leur droits de réclamation envers le Gouvernement de la République Hellénique dans le cas où, par suite d'une dissolution éventuelle de la Commission Européenne du Danube, ils seraient appelés par une décision judiciaire à effectuer des paiements au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, ou à des ressortissants roumains, ou à des anciens employés de la Commission ou à leurs ayants-droit en considération du fait que le Gouvernement de la République Hellénique ou les trois autres Gouvernements ont été membres de la Commission Européenne du Danube.

5°)—Les engagements dont il s'agit entreront en vigueur pour les Gouvernements français, italien et britannique après qu'ils auront reçu les avoirs qui leur sont dûs et s'appliqueront seulement aux décisions judiciaires éventuelles, postérieures à cette date.

Fait à Rome le vingt-trois Avril mil neuf cent soixante-dix sept en quatre exemplaires en langue française un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

ANNEXE B

ACCORD

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE,
D'UNE PART, ET LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE ET DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AGISSANT CONJOINTEMENT
COMME MEMBRES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU DANUBE
AYANT SON SIÈGE À ROME, D'AUTRE PART

Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie, d'une part, et les Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, agissant conjointement comme membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, d'autre part,

désirant résoudre les problèmes financiers en suspens à propos des avoirs de la Commission Européenne du Danube qui a en son siège à Galatz

sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1er

La Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome s'engage à remettre, par prélèvement sur ses propres avoirs, après la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article 2 paragraphe 2 du présent accord, une quantité d'or fin de Kg 50,856 (cinquante kilogrammes huit cent cinquante-six grammes) au Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie.

ARTICLE 2

1°)—Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie renonce en son nom et au nom des anciens employés roumains de la Commission Européenne du Danube qui a eu son siège à Galatz et de leurs ayant-droits, à toute revendication à l'égard de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome et des Gouvernements de la République Française, de la République Italienne et du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord.

2°)—Le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des Gouvernements membres de la Commission Européenne du Danube ayant son siège à Rome, les avoirs détenus par ladite Commission chez la Banque des Règlements Internationaux: quatorze kilogrammes cinq cent sieze grammes (14,516 kg) d'or fin, chez la Banque de France: vingt-trois kilogrammes quatre cent neuf grammes et neuf décigrammes (23,409·9 Kg) d'or fin, chez la Barclays Bank de Londres: bons du Trésor britanniques pour un montant-valeur d'achat—de huit mille quatre cent soixante-quinze livres sterling soixante-huit

pence (£8.475,68 sterling), ainsi que la quantité d'or qui a été déposée en Italie au nom de la Direction du Danube Maritime: cent treize kilogrammes six cent cinquante-quatre grammes (113, 654 Kg) d'or fin, avoires au sujet desquels le Gouvernement de la République Socialiste de Roumanie déclare ne plus émettre aucune prétention vis-à-vis de la Commission et des autres Gouvernements contractants.

3°—Ces renonciations prennent effet immédiatement après qu'aura été remise à la Banque Nationale de la République Socialiste de Roumanie la quantité d'or prévue à l'article 1er.

ARTICLE 3

Le présent accord entrera en vigueur lorsque sera achevée la procédure prévue pour son approbation par les législations des pays signataires.

Le dépôt des instruments d'approbation aura lieu à Rome auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

En fois de quoi les représentants des Gouvernements contractants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Rome le vingt-trois Avril milleneufcentsoixantedixsept en quatre exemplaires en langue française, un pour chaque Gouvernement des pays signataires.

[Unofficial translation]

AGREEMENT
BETWEEN THE EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE
AND THE GOVERNMENTS OF THE FRENCH REPUBLIC,
THE ITALIAN REPUBLIC, THE UNITED KINGDOM OF
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND
THE HELLENIC REPUBLIC

The European Commission of the Danube⁽¹⁾, the Government of the French Republic, the Government of the Italian Republic, and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland—these three Governments concluding simultaneously with the Government of the Socialist Republic of Romania the Agreement the text of which is annexed hereto—and the Government of the Hellenic Republic,

Considering it advisable to settle the issues still outstanding with the Government of the Socialist Republic of Romania;

Considering it appropriate to transfer to the European Commission of the Danube one hundred and thirteen kilograms six hundred and fifty-four grams of fine gold at present deposited with the Banca d'Italia in the name of the Italian Treasury;

Considering it advisable, after deducting the quantity of fine gold remitted to the Romanian Government, to distribute between the French, Italian and United Kingdom Governments the assets of the European Commission of the Danube deposited with the Bank for International Settlements in Basle, the Banque de France in Paris and Barclays Bank in London, together with the gold at present deposited with the Banca d'Italia;

Considering it necessary for the French, Italian and United Kingdom Governments to provide for the Hellenic Government, which is not participating in this distribution, adequate safeguards with regard to any claims which might be made against it as a former member of the European Commission of the Danube;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The European Commission of the Danube agrees that the Governments of the French Republic, the Italian Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland should settle in accordance with the provisions of the Agreement the text of which is annexed hereto (Annex B) the relationship between the European Commission of the Danube and the Government of the Socialist Republic of Romania with regard to the pensions of former Romanian employees of the European Commission of the Danube and with regard to the measures required to make available to the said

(¹) See Treaty Series No. 16 (1922), Cmd. 1754 and Treaty Series No. 38 (1939), Cmd. 6069.

Governments the assets in gold held by the European Commission of the Danube with the Bank for International Settlements in Basle, namely, fourteen kilograms five hundred and sixteen grams (14.516 kg) of fine gold, with the Banque de France in Paris, namely twenty-three kilograms four hundred and nine grams nine decigrams (23.4099 kg) of fine gold, and the British Treasury bonds deposited with Barclays Bank in London of a purchase value of eight thousand four hundred and seventy-five pounds sixty-eight pence (£8,475.68 sterling), together with the quantity of gold at present in Italy referred to in the following Article.

ARTICLE 2

For its part the Government of the Italian Republic shall transfer to the European Commission of the Danube which shall be free to dispose thereof the one hundred and thirteen kilograms six hundred and fifty-four grams (113.654 kg) of fine gold at present deposited with the Banca d'Italia in the name of the Italian Treasury which the former Direction du Danube Maritime had originally deposited in its name with the Banca Commerciale Italiana of Milan.

The European Commission of the Danube shall pay to the Government of the Italian Republic a sum corresponding to the legal fees and safe custody charges and amounting to five million one hundred and twenty-three thousand eight hundred and ninety-three lire (5,123,893 lire).

ARTICLE 3

Apart from that which is the subject-matter of the Agreement, the text of which is annexed hereto, and of any other debts which the European Commission of the Danube may have, the gold and bonds referred to in Articles 1 and 2, together with the other assets which might still exist, shall be the property of the European Commission of the Danube.

ARTICLE 4

Not being a creditor of the European Commission of the Danube, the Government of the Hellenic Republic declares that it has no claims against that Commission and the Governments of the other three member countries.

The latter give the Government of the Hellenic Republic a guarantee in accordance with the terms and conditions laid down in the Declaration annexed to this Agreement (Annex A). This guarantee can under no circumstance extend beyond the assets which will be distributed between the three creditor governments of the European Commission of the Danube and will be, in the case of each such government, proportional to its share.

ARTICLE 5

Each Signatory Government shall inform the Italian Ministry for Foreign Affairs in Rome in writing that the constitutional procedure required in each country for the coming into force of this Agreement has been duly completed.

When all the notifications necessary for the application of this Agreement as well as of the Agreement between the Government of the Socialist Republic of Romania and the Government of the French Republic, the Government of the Italian Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the text of which is annexed hereto, have been completed, both Agreements shall come simultaneously into force and the Italian Government shall inform each Signatory Government of the date of their coming into force.⁽²⁾

Done at Rome this twenty-third day of April in the year one thousand nine hundred and seventy-seven in five copies in the French language, one for each Signatory.

SIGNATURES AND ACCEPTANCES

<i>State</i>	<i>Date of signature</i>	<i>Date of notification of acceptance</i>
European Commission of the Danube	} 23 Apr. 1977	
France		10 Mar. 1979
Italy		4 Feb. 1981
United Kingdom		30 May 1978
Greece		3 Dec. 1980
Romania		13 July 1978

(²) The Agreements entered into force on 4 February 1981.

ANNEX A
DECLARATION⁽³⁾

The Government of the French Republic, the Government of the Hellenic Republic, the Government of the Italian Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland declare that:

- (1) In their capacity as members of the European Commission of the Danube, the French, Italian and United Kingdom Governments have no claim against the Government of the Hellenic Republic. The latter, in its capacity as member of the European Commission of the Danube, has no claim against the three other Governments.
- (2) However, if, in the event of the European Commission of the Danube being dissolved, the Government of the Hellenic Republic were required by a judicial decision to make payments to the Government of the Socialist Republic of Romania, or to Romanian nationals, or to former employees of the European Commission of the Danube, or their assignees or successors (ayants-droits) having regard to the fact that the Hellenic Government was a member of the European Commission of the Danube, the French, Italian and United Kingdom Governments shall repay to the Hellenic Government the amounts paid to the Romanian Government or to Romanian nationals or to former employees of the European Commission of the Danube or to their assignees or successors (ayant-droits), each in proportion to and within the limits of the assets which the French, Italian and United Kingdom Governments shall have received from the European Commission of the Danube.
- (3) In the same proportion and within the same limits, all judgment costs incurred by the Hellenic Government as a result of any such aforementioned judicial decisions shall be repaid by the other three Governments.
- (4) The French, Italian and United Kingdom Governments renounce their right to claims against the Government of the Hellenic Republic in the event of their being required by a judicial decision, upon the dissolution of the European Commission of the Danube, to make payments to the Government of the Socialist Republic of Romania or to Romanian nationals or to former employees of the Commission or to their assignees or successors (ayants-droits), having regard to the fact that the Government of the Hellenic Republic or the other three Governments have been members of the European Commission of the Danube.
- (5) The undertakings concerned shall enter into force in the case of the French, Italian and United Kingdom Governments after they have received the assets due to them and shall apply only to any judicial decision issued after that date.

Done at Rome this twenty-third day of April in the year one thousand nine hundred and seventy-seven in four copies in the French language, one for each Government of the signatory countries.

⁽³⁾ The text of this Declaration annexed to the Agreement was initialled on behalf of France, Italy, the United Kingdom and Greece. It was also signed as a separate instrument by the four Governments.

ANNEX B

AGREEMENT^(*)

BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF ROMANIA,
OF THE ONE PART, AND THE GOVERNMENTS OF THE FRENCH REPUBLIC,
THE ITALIAN REPUBLIC AND THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, ACTING JOINTLY AS MEMBERS OF THE
EUROPEAN COMMISSION OF THE DANUBE HAVING ITS HEADQUARTERS
IN ROME, OF THE OTHER PART

The Government of the Socialist Republic of Romania, of the one part, and the Governments of the French Republic, the Italian Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, acting jointly as members of the European Commission of the Danube having its Headquarters in Rome, of the other part,

Desiring to settle the financial problems still outstanding concerning the assets of the European Commission of the Danube which had its Headquarters in Galatz,

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

The European Commission of the Danube having its Headquarters in Rome undertakes to remit, from its own assets, after the measures provided for in Article 2 (2) of this Agreement have been implemented, 50.856 kg (fifty kilograms eight hundred and fifty-six grams) of fine gold to the Government of the Socialist Republic of Romania.

ARTICLE 2

(1) The Government of the Socialist Republic of Romania renounces, on its own behalf and that of the former Romanian employees of the European Commission of the Danube which had its Headquarters in Galatz, and of their assignees and successors (ayants-droits), all claims against the European Commission of the Danube having its Headquarters in Rome and against the Governments of the French Republic, the Italian Republic and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

(2) The Government of the Socialist Republic of Romania undertakes to take any necessary measures to make available to the member governments of the European Commission of the Danube having its Headquarters in Rome the assets held by the said Commission with the Bank for International Settlements, namely fourteen kilograms five hundred and sixteen grams (14.516 kg) of fine gold, with the Banque de France, namely twenty-three kilograms four hundred and nine grams and nine decigrams (23.4099 kg) of fine gold, and with Barclays Bank of London, namely British Treasury Bonds of a purchase value of eight thousand four hundred and seventy-five pounds sixty-eight pence

^(*)The text of this Agreement annexed to the Agreement with the Commission was initialled on behalf of Romania, France, Italy and the United Kingdom. It was also signed as a separate instrument by these four Governments.

(£8,475·68 sterling), together with the quantity of gold deposited in Italy in the name of the Direction du Danube Maritime, namely one hundred and thirteen kilograms six hundred and fifty-four grams (113.654 kg) of fine gold, in respect of which assets the Government of the Socialist Republic of Romania declares that it no longer has any claim to formulate against the Commission and the other Contracting Governments.

(3) These renunciations shall take effect as soon as the quantity of gold specified in Article 1 has been remitted to the National Bank of the Socialist Republic of Romania.

ARTICLE 3

This Agreement shall come into force when the procedure for its approval has been completed in accordance with the laws of the signatory countries.

The instruments of approval shall be deposited with the Ministry for Foreign Affairs in Rome.

In witness whereof the undersigned, having been duly empowered to this end by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Rome this twenty-third day of April in the year one thousand nine hundred and seventy-seven in four copies in the French language, one for each Government of the signatory countries.

SIGNATURES AND APPROVALS

<i>State</i>	<i>Date of signature</i>	<i>Date of deposit of instruments of approval</i>
Romania	23 Apr. 1977	8 July 1977
France		10 Mar. 1979
Italy		4 Feb. 1981
United Kingdom		30 May 1978
Greece		3 Dec. 1980

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR
41 The Hayes, Cardiff CF1 1JW
Brazenose Street, Manchester M60 8AS
Southey House, Wine Street, Bristol BS1 2BQ
258 Broad Street, Birmingham B1 2HE
80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*